

SECTION I : INSTRUCTIONS AUX OFFRANTS

Article 1 PORTÉE DE LA PROPOSITION

Les offrans sont invités à présenter une proposition pour les Travaux conformément aux exigences spécifiées dans la **Section V : Exigences** et la **Section III : Conditions du Contrat** et au processus décrit dans la présente demande de propositions. Les **Détails** contiennent un résumé de la portée de la proposition.

Toutes les correspondances et notifications relatives à la présente demande de propositions doivent être envoyées à la personne de contact dont les coordonnées sont indiquées dans les **Détails**. Veuillez noter que l'adresse pour la soumission des propositions peut être différente.

Article 2 INTERPRÉTATION DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

La présente demande de propositions constitue une invitation et ne doit pas être considérée comme une offre pouvant être acceptée ou comme un document accordant des droits contractuels, légaux ou de restitution.

La présente demande de propositions est menée conformément aux dispositions applicables du Manuel des achats de l'UNOPS (dont la dernière version peut être consultée sur le [site Web de l'UNOPS](#)) et des autres Directives opérationnelles et Instructions opérationnelles pertinentes mentionnées dans le Manuel des achats. Dans l'éventualité d'une contradiction entre la présente demande de propositions et le Manuel des achats de l'UNOPS, ce dernier prévaut.

Tant que le Contrat n'est pas signé entre l'UNOPS et l'offrant retenu, aucun contrat contraignant, notamment aucun contrat préliminaire ou autre entente ou accord, ne lie l'offrant et l'UNOPS, et aucune disposition de la présente demande de propositions ou de tout élément connexe ne saurait donner lieu à une quelconque responsabilité de la part de l'UNOPS.

Article 3 MODIFICATION DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

Avant la date limite de soumission des propositions, l'UNOPS peut, à son entière discrétion, modifier les documents relatifs aux propositions au moyen d'un addenda écrit. Tout addenda écrit aux documents relatifs aux propositions fait partie de la demande de propositions.

Si l'UNOPS modifie la demande de propositions, il en notifie par écrit tous les offrans ayant reçu la demande de propositions directement de l'UNOPS si celle-ci n'était pas disponible en ligne, et/ou, si la demande de propositions était disponible en ligne ou si cela est prévu dans les **Détails**, l'UNOPS publie les réponses en ligne.

Afin de donner aux offrans suffisamment de temps pour tenir compte d'une telle modification apportée à la demande de propositions, l'UNOPS peut reporter la date limite de soumission des propositions dans la mesure appropriée selon les circonstances.

Article 4 ADMISSIBILITÉ DE L'OFFRANT

Un offrant peut être une personne juridique privée, publique ou gouvernementale, ou toute association, y compris une Coentreprise ou un consortium, ayant la capacité juridique de signer un contrat contraignant avec l'UNOPS.

Un offrant, ainsi que toutes ses parties constituantes, (ci-après dénommé l'« offrant ») peut avoir n'importe quelle nationalité, à l'exception des nationalités figurant, le cas échéant, dans les **Détails**. Afin d'être considéré comme ayant la nationalité d'un pays, un offrant doit être un citoyen dudit pays ou une entité constituée, incorporée, enregistrée en vertu du droit dudit pays ou exerçant ses activités conformément à sa législation nationale.

Un offrant ne doit pas avoir de conflit d'intérêts. Un offrant est considéré comme ayant un conflit d'intérêts si :

- i) un offrant (y compris son personnel) entretient des relations étroites, de nature professionnelle ou personnelle, avec un ou des membres du personnel de l'UNOPS ou du partenaire de l'UNOPS qui a engagé l'UNOPS, et qui :
 - participent directement ou indirectement à la préparation des documents relatifs aux propositions ou des spécifications du Contrat et/ou au processus d'évaluation des propositions dans le cadre de l'attribution dudit Contrat, ou
 - sont appelés à participer à la mise en œuvre ou à la supervision dudit Contrat ;
- ii) un offrant est associé ou a été associé par le passé, directement ou indirectement, avec une entité ou l'un de ses Affiliés qui ont été engagés par l'UNOPS afin de fournir des services de consultation pour la préparation de la conception, des spécifications et d'autres documents utilisés pour l'achat des Travaux requis dans le cadre du processus actuel d'achats ;
- iii) un offrant entretient des rapports financiers avec d'autres offrants dans le cadre de la même activité d'achats, y compris lorsqu'ils appartiennent à la même entité et/ou sont gérés de manière commune. Les offrants ne doivent pas soumettre plus d'une proposition (à l'exception des propositions alternatives, si cela est autorisé) ; le cas échéant, l'ensemble des propositions auxquelles ils sont associés seront disqualifiées. Cela comprend les situations où une entité est l'offrant dans une proposition et un sous-traitant dans une autre ; cependant, cela ne limite pas l'inclusion d'une entité en tant que sous-traitant dans plus d'une proposition. Dans le cas de processus d'achats par Lots, cette disposition s'applique Lot par Lot ;
- iv) un offrant ne se conforme pas à toute autre situation de conflit d'intérêts applicable au processus d'achats spécifique, telle que spécifiée dans le document d'appel à la concurrence ; ou
- v) un des propriétaires, partenaires, membres du conseil d'administration ou agents d'un offrant est un membre actuel du personnel de l'UNOPS (indépendamment de la modalité contractuelle avec l'UNOPS), ou un membre actuel du personnel de l'UNOPS a un intérêt financier direct à quelque titre que ce soit dans un offrant.

Les offrants sont tenus de divulguer tout conflit d'intérêts réel ou potentiel dans l'Annexe 0.2 *[Informations relatives à l'offrant]* et ils seront considérés comme non admissibles au présent processus d'achats à moins qu'un tel conflit d'intérêts ne

soit résolu d'une manière acceptable pour l'UNOPS. La non-divulgence d'un conflit d'intérêts réel ou potentiel peut amener l'offrant à être sanctionné en application de la [politique de l'UNOPS en matière de sanctions appliquées aux fournisseurs](#).

Un offrant est jugé inadmissible à présenter une proposition si, au moment de la soumission de la proposition, il :

- i) figure dans la liste des fournisseurs inadmissibles du [portail UNGM](#), qui regroupe des informations divulguées par l'UNOPS ([liste des fournisseurs inadmissibles de l'UNOPS](#)) et par d'autres organismes, fonds ou programmes du système des Nations Unies ;
- ii) figure dans la [liste récapitulative du Conseil de sécurité de l'ONU](#), y compris la [liste incluse dans la résolution 1267/1989 du Conseil de Sécurité](#) ;
- iii) figure dans la [liste des fournisseurs irresponsables](#) ou la [liste des entreprises et individus inadmissibles](#) établies par la Banque mondiale ;
- iv) figure dans toute autre liste d'inadmissibilité établie par un partenaire de l'UNOPS, et, le cas échéant, répertoriée dans les **Détails** ;
- v) fait actuellement l'objet d'une suspension de toute relation commerciale avec l'UNOPS et d'une exclusion de sa ou ses bases de données de fournisseurs pour des raisons autres que le fait de s'être livré à des Pratiques interdites telles que définies dans le Manuel des achats de l'UNOPS ;
- vi) n'a pas participé à une inspection du Site obligatoire ou à une réunion de clarification obligatoire, le cas échéant ; ou
- vii) ne respecte pas l'une quelconque des exigences supplémentaires pouvant être énoncées dans les **Détails**.

Il est attendu de tous les offrants qu'ils respectent les principes du [Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies](#) puisqu'il découle des valeurs intrinsèques de la Charte des Nations Unies. L'UNOPS attend également de tous ses fournisseurs qu'ils adhèrent aux principes du [Pacte mondial des Nations Unies](#). L'UNOPS demande en outre à tous les offrants de respecter les normes les plus élevées en matière d'éthique, telles que définies en détail à l'article 37 [*Éthique et corruption*], au cours de l'intégralité du processus relatif aux propositions, ainsi que pendant la durée de tout Contrat pouvant être attribué suite audit processus.

Si un offrant ne possède pas toute l'expertise requise pour exécuter les Travaux décrits dans la demande de propositions, il peut présenter une proposition en partenariat avec d'autres entités, particulièrement avec une entité basée dans le pays où les Travaux doivent être exécutés. Dans le cas d'une Coentreprise, d'un consortium ou d'un partenariat :

- i) toutes les parties de la Coentreprise, du consortium ou du partenariat sont responsables conjointement et individuellement envers l'UNOPS de toute obligation émanant de leur proposition et du Contrat qui pourrait leur être attribué suite à la présente demande de propositions ;
- ii) la proposition doit clairement identifier l'entité désignée comme contact principal pour communiquer avec l'UNOPS. L'Annexe 0.3 [*Informations relatives aux partenaires dans le cadre d'une Coentreprise*] dûment remplie doit être incluse dans la proposition. Ladite entité doit avoir l'autorité

nécessaire pour prendre des décisions contraignantes au nom de la Coentreprise, du consortium ou du partenariat au cours du processus relatif aux propositions et, en cas d'attribution d'un Contrat, pendant la durée du Contrat ;

- iii) la composition ou les statuts de la Coentreprise, du consortium ou du partenariat ne doivent pas être modifiés sans le consentement préalable de l'UNOPS ; et
- iv) Chaque membre d'une Coentreprise, d'un consortium ou d'un partenariat doit respecter les conditions d'admissibilité de l'offrant.

Les conditions d'admissibilité de l'offrant en vertu du présent article s'appliquent également à tout sous-traitant.

Article 5 ERREURS OU OMISSIONS

Les offrants doivent immédiatement informer l'UNOPS par écrit de toute ambiguïté, erreur, omission, contradiction, incohérence ou autre faute figurant dans n'importe quelle partie de la demande de propositions, en fournissant toutes les précisions s'y rapportant.

Les offrants ne doivent pas bénéficier desdites ambiguïtés, erreurs, omissions, contradictions, incohérences ou autres fautes.

Article 6 RESPONSABILITÉ DES OFFRANTS DE S'INFORMER ET RECONNAISSANCE

Il appartient aux offrants de s'informer lors de la préparation de leur proposition. À cet égard, les offrants doivent s'assurer qu'ils :

- i) examinent l'ensemble des aspects de la demande de propositions, y compris le Contrat et tous les autres documents inclus ou mentionnés dans la présente demande de propositions, et s'en informent pleinement ;
- ii) passent en revue la demande de propositions pour s'assurer qu'ils disposent d'une copie complète de tous les documents ;
- iii) obtiennent et examinent toutes les autres informations pertinentes concernant le Projet et la portée des Travaux, qui peuvent être mises à leur disposition sur demande raisonnable ;
- iv) vérifient toutes les assertions, déclarations et informations pertinentes, y compris celles contenues ou mentionnées dans la demande de propositions ou formulées oralement dans le cadre d'une réunion de clarification, d'une inspection du Site ou de toute discussion avec l'UNOPS, ses employés ou ses agents ;
- v) participent à toute réunion de clarification ou inspection du Site obligatoire en vertu de la présente demande de propositions ;
- vi) s'informent et s'assurent pleinement des exigences de toute Autorité compétente et des lois applicables ou susceptibles de s'appliquer à l'avenir à l'exécution des Travaux ; et
- vii) évaluent par eux-mêmes la nature et l'ampleur des travaux requis dans la **Section V : Exigences** pour l'exécution des Travaux et en tiennent dûment compte dans leur proposition.

Les offrants reconnaissent et conviennent que la demande de propositions ne prétend pas contenir toutes les informations pertinentes relatives aux Travaux et est fournie en tenant pour acquis que les offrants sont chargés de mener leur

propre évaluation des questions abordées dans la demande de propositions, y compris la **Section III : Conditions du Contrat**.

Les offrans reconnaissent et conviennent que l'UNOPS, ses directeurs, son personnel et ses agents ne formulent aucune déclaration et n'accordent aucune garantie (expresse ou implicite) concernant l'exactitude, l'actualité ou l'exhaustivité de la présente demande de propositions ou de toute autre information fournie aux offrans.

Article 7 CONTRAT DE CONSTRUCTION POUR PETITS TRAVAUX DE L'UNOPS

Les offrans doivent être prêts à signer la **Section III : Conditions du Contrat**, sans dérogation, qualification, modification, réserve ou exclusion s'ils sont sélectionnés à l'issue du processus relatif aux propositions.

Article 8 CLARIFICATIONS CONCERNANT LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

Les offrans peuvent demander des clarifications concernant la demande de propositions en envoyant une demande par écrit aux coordonnées indiquées dans les **Détails** avant la date figurant également dans ladite Section, après quoi aucune demande de clarifications ne sera acceptée.

L'UNOPS rassemblera l'ensemble des demandes de clarifications et pourra y répondre par écrit de manière simultanée. Les réponses aux demandes de clarifications seront communiquées à tous les offrans ayant reçu la demande de propositions directement de l'UNOPS si celle-ci n'était pas disponible en ligne.

Article 9 RÉUNION DE CLARIFICATION OU DE PRÉ-SOUMISSION

Sauf instructions contraires écrites de l'UNOPS, une réunion de clarification ou de pré-soumission sera organisée uniquement si elle est prévue dans les **Détails**, à la date, au lieu et selon les modalités figurant dans ladite Section.

Si une réunion de clarification est obligatoire en vertu des **Détails**, tout offrant qui n'y participe pas ne sera plus en mesure de soumettre une proposition au titre de la présente demande de propositions.

Les informations concernant les représentants des offrans qui participeront à la réunion de clarification doivent être communiquées par écrit à la personne de contact au sein de l'UNOPS dont les coordonnées sont indiquées dans les **Détails**. Le nom complet et la fonction de chaque représentant doivent être communiqués au moins un (1) jour ouvrable avant la tenue de la réunion de clarification.

La réunion de clarification sera organisée dans le but de clarifier les points les plus pertinents des documents d'appel à la concurrence. Les offrans ne doivent se fier à aucune information, assertion ou déclaration communiquée lors de la réunion de clarification, à moins qu'elles ne soient ensuite confirmées par écrit par l'UNOPS.

L'UNOPS ne fournira aucune réponse officielle aux questions des offrans concernant la demande de propositions ou le processus relatif aux propositions au cours de la réunion de clarification. Toutes les questions doivent être soumises conformément à l'article 8 [*Clarifications concernant la demande de propositions*].

L'UNOPS préparera le procès-verbal de la réunion de clarification et l'enverra à tous les offrants ayant reçu la demande de propositions directement de l'UNOPS si celle-ci n'était pas disponible en ligne, et/ou, si la demande de propositions était disponible en ligne ou si cela est prévu dans les **Détails**, le procès-verbal sera publié en ligne sans mentionner le nom des offrants ayant participé à la réunion de clarification, et ce, peu après ladite réunion.

Article 10 INSPECTION DU SITE

Sauf instructions contraires écrites de l'UNOPS, une inspection du Site sera organisée uniquement si elle est prévue dans les **Détails**, à la date, au lieu et selon les modalités figurant dans ladite Section.

Si une inspection du Site est obligatoire en vertu des **Détails**, tout offrant qui n'y participe pas ne sera plus en mesure de soumettre une proposition au titre de la présente demande de propositions.

Les offrants qui participent à une inspection du Site sont chargés :

- i) d'avoir à disposition et de porter des équipements de protection individuelle, comprenant au moins un casque de sécurité, des bottes et un gilet réfléchissant ; et
- ii) d'obtenir tout visa pouvant être requis afin de prendre part à l'inspection du Site.

Avant de participer à une inspection du Site, les offrants doivent signer une décharge de responsabilité et une renonciation libérant l'UNOPS de toute responsabilité susceptible de découler :

- i) de la perte ou de l'endommagement de tout bien immobilier ou mobilier ;
- ii) du dommage corporel, de la maladie ou du décès de toute personne ;
- iii) des possibles pertes ou frais financiers résultant de ladite inspection du Site ; et
- iv) de tout accident ou acte malveillant commis par un tiers lors du transport organisé par l'UNOPS jusqu'au Site (le cas échéant).

L'UNOPS ne fournira aucune réponse officielle aux questions des offrants concernant la demande de propositions ou le processus relatif aux propositions au cours de l'inspection du Site. Toutes les questions doivent être soumises conformément à l'article 8 [*Clarifications concernant la demande de propositions*].

L'inspection du Site sera organisée dans le seul et unique but de fournir des informations générales. Les offrants ne doivent se fier à aucune information, assertion ou déclaration communiquée lors de l'inspection du Site, à moins qu'elles ne soient ensuite confirmées par écrit par l'UNOPS.

Article 11 CONTENU DES PROPOSITIONS SOUMISES

Les propositions doivent inclure l'ensemble des Annexes à remplir, dûment complétées et datées, chaque Annexe devant contenir uniquement les informations demandées, soit directement sur le document de l'Annexe, soit en pièce jointe au document, selon le cas. Chaque Annexe à remplir doit être signée conformément à l'article 20 [*Présentation et signature des propositions*] par une

personne autorisée par l'offrant afin de la rendre contraignante. Les Annexes à remplir sont disponibles dans la **Section VI : Annexes à remplir**.

Les propositions soumises doivent uniquement contenir les informations requises pour leur soumission conformément à la demande de propositions.

Article 12 DÉCLARATION D'EXCLUSIVITÉ ET DE DISPONIBILITÉ

Si ainsi l'exigent les **Détails**, chaque membre du Personnel clé figurant dans l'Annexe 4.4 [*Personnel clé*] doit signer une déclaration d'exclusivité et de disponibilité telle que fournie à l'Annexe 0.6 [*Déclaration d'exclusivité et de disponibilité*]. Ladite déclaration poursuit les objectifs suivants :

- i) le Personnel clé figurant dans la proposition ne doit en aucun cas être associé à une autre proposition soumise dans le cadre du présent processus. Le Personnel clé doit donc s'engager exclusivement auprès de l'offrant ;
- ii) chaque membre du Personnel clé doit également s'engager à être disponible, apte et disposé à travailler pendant toute la période pour laquelle sa collaboration est prévue durant l'exécution du Contrat, selon ce qui est indiqué dans la **Section V : Exigences** et la proposition de l'offrant.

Étant donné que la sélection d'une offre repose en partie sur l'évaluation du Personnel clé présenté dans ladite offre, l'UNOPS s'attend à ce que le Contrat soit exécuté précisément par le Personnel clé y figurant. Au vu du fait que les documents d'appel à la concurrence indiquent la date de mobilisation prévue, une fois passée la date limite de soumission des propositions, l'UNOPS envisagera la possibilité de procéder à des substitutions uniquement en cas de retards imprévus dans la date de commencement survenus du fait de circonstances échappant au contrôle de l'offrant, ou, exceptionnellement, si un membre du Personnel clé se trouve dans l'incapacité d'effectuer son travail pour des raisons de santé, de Force majeure, ou en raison de toute autre circonstance pouvant justifier un remplacement et n'affectant pas le processus de sélection des propositions. Le souhait d'un offrant d'employer un membre du Personnel clé dans un autre projet ou un changement d'avis de la part d'un membre du Personnel clé ne seront pas acceptés comme des motifs valables pour procéder à leur remplacement.

Article 13 RÉMUNÉRATION ET COÛTS LIÉS AUX PROPOSITIONS

Les offrants n'ont droit à aucune forme de rémunération ou d'indemnité pour la préparation et la soumission de leur proposition.

Les offrants reconnaissent qu'ils assument tous les risques et coûts liés à leur participation à tout stade du processus relatif aux propositions dans le cadre de la présente demande de propositions. L'UNOPS ne peut être tenu responsable des coûts ou frais supportés par les offrants au titre de la préparation et de la soumission des propositions, ou de leur participation au processus relatif aux propositions, y compris dans le cadre de toute réunion de clarification ou inspection du Site.

L'UNOPS ne peut être tenu responsable envers les offrants, sur quelque fondement légal, contractuel, quasi-contractuel ou droit à réparation que ce soit, des coûts, frais ou pertes subis dans le cadre de la présente demande de propositions ou de leur participation au processus relatif aux propositions, y compris dans les situations suivantes :

- i) les clarifications et addenda sont fournis ou non aux offrans ;
- ii) un offrant n'est pas retenu ou engagé pour exécuter les Travaux ;
- iii) l'UNOPS modifie, supprime, suspend ou reporte tout aspect du processus relatif aux propositions ou le remplace par un nouveau processus ;
- iv) l'UNOPS choisit de ne pas donner suite à la totalité ou à une partie de la demande de propositions ; ou
- v) l'UNOPS exerce l'un quelconque de ses droits en vertu de la demande de propositions.

Article 14 PÉRIODE DE VALIDITÉ DE LA PROPOSITION

Les propositions doivent demeurer valides aux fins d'acceptation par l'UNOPS pendant toute la durée indiquée dans les **Détails**. Toute proposition assortie d'une durée de validité inférieure sera rejetée.

Avant l'expiration de la période de validité de la proposition, l'UNOPS peut demander par écrit aux offrans de prolonger la période de validité de leurs propositions en conservant les mêmes conditions. Les offrans qui refusent de prolonger ladite période verront leurs propositions disqualifiées.

Article 15 PROPOSITIONS PARTIELLES

Les offrans doivent présenter une proposition pour la totalité des Travaux requis identifiés dans la **Section V : Exigences**, sauf instructions contraires dans les **Détails**. Les propositions portant uniquement sur une partie des exigences seront rejetées, sauf si les propositions partielles sont permises en vertu des **Détails**.

S'il est indiqué dans les **Détails** que les propositions portant sur des contrats individuels (Lots) seront acceptées, les offrans doivent présenter une proposition pour cent (100) pour cent des éléments spécifiés pour chaque Lot et cent (100) pour cent des quantités spécifiées pour chaque élément du Lot, sauf indication contraire dans les **Détails**. Le cas échéant, la méthode d'évaluation pour déterminer l'attribution de plusieurs combinaisons de Lots sera précisée dans la **Section II : Méthode et critères d'évaluation**.

Article 16 PROPOSITIONS ALTERNATIVES

Les offrans ne doivent pas présenter plus d'une proposition par offrant dans le cadre du présent processus relatif aux propositions, sauf si les **Détails** prévoient la présentation de propositions alternatives. L'UNOPS se réserve le droit d'attribuer un Contrat sur la base d'une proposition alternative, tant que les conditions pour son acceptation sont remplies.

S'il est indiqué dans les **Détails** que les propositions alternatives ne seront pas acceptées, celles-ci ne seront pas évaluées. Si un offrant présente plus d'une proposition :

- i) toutes les propositions portant la mention « Proposition alternative » seront disqualifiées et seule la proposition portant la mention « Proposition initiale » sera évaluée ; ou
- ii) toutes les propositions seront rejetées si aucune indication n'est fournie pour distinguer la proposition initiale de la ou des propositions alternatives.

Article 17 GARANTIE DE SOUMISSION DE PROPOSITION

Si cela est requis dans les **Détails**, l'offrant doit fournir une garantie de soumission de proposition dans le cadre de sa proposition.

Le montant et la forme de la garantie de soumission de proposition doivent correspondre aux informations indiquées dans les **Détails**, et ladite garantie doit :

- i) être dans la devise stipulée à l'article 18 [*Devise(s) de la proposition*] ; et
- ii) rester valide pendant les trente (30) jours suivant l'expiration de la période de validité de la proposition fixée par l'UNOPS, conformément à l'article 14 [*Période de validité de la proposition*].

L'UNOPS se réserve le droit de rejeter les propositions qui n'incluent pas une garantie de soumission de proposition dont le montant et la forme respectent les exigences indiquées ci-dessus.

Les garanties de soumission de proposition des offreurs non retenus seront remboursées/retournées dès que possible, au plus tard trente (30) jours après l'expiration de la période de validité fixée par l'UNOPS conformément à l'article 14 [*Période de validité de la proposition*].

Les garanties de soumission de proposition du ou des offreurs retenus leur seront remboursées/retournées une fois que l'offrant aura signé le Contrat, conformément à l'article 33 [*Signature du Contrat*].

La garantie de soumission de proposition peut être perdue :

- i) si un offrant retire sa proposition pendant la période de validité stipulée par l'offrant à l'Annexe 0.1 [*Déclaration de soumission de la proposition*] ;
- ii) si l'offrant retenu ne signe pas le Contrat conformément à l'article 33 [*Signature du Contrat*] ;
- iii) si l'offrant retenu ne fournit pas la Garantie de bonne exécution requise aux termes du Contrat, le cas échéant ; ou
- iv) si l'offrant retenu n'accepte pas la correction des erreurs, conformément à l'article 28 [*Erreurs, erreurs formelles ou omissions mineures*].

Article 18 DEVISE(S) DE LA PROPOSITION

Les prix figurant dans la proposition doivent être donnés dans la ou les devises indiquées dans les **Détails**. Le cas échéant, à des fins de comparaison et d'évaluation, l'UNOPS convertira les prix figurant dans la proposition en USD au taux de change officiel des Nations Unies en vigueur à la date limite de soumission des propositions.

L'UNOPS se réserve le droit de ne pas rejeter les propositions soumises dans une devise autre que la ou les devises indiquées dans les **Détails**. L'UNOPS peut accepter des propositions soumises dans une autre devise que celle indiquée dans les **Détails** si l'offrant confirme par écrit, pendant la clarification, qu'il acceptera un Contrat émis dans la devise obligatoire de la proposition et l'application, pour la conversion, du taux de change officiel des Nations Unies en vigueur à la date limite de soumission de propositions indiquée dans les **Détails**. Quelle que soit la devise utilisée dans la proposition reçue, le Contrat sera émis

dans la devise obligatoire mentionnée dans les **Détails**, et les paiements ultérieurs seront effectués dans cette même devise.

Les tarifs indiqués dans les propositions doivent être fixes. Les propositions comportant des tarifs susceptibles d'être modulés seront disqualifiées, à moins que de tels tarifs soient expressément autorisés dans les documents d'appel à la concurrence ou le Contrat en question.

Article 19 DROITS DE DOUANE ET TAXES

La Section 7 de l'Article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies dispose, entre autres, que l'Organisation des Nations Unies, y compris l'UNOPS en tant qu'organe subsidiaire, sont exonérés de tout impôt direct, à l'exception des taxes pour les services d'utilité publique, et qu'ils sont exonérés de tous droits de douane et prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés par l'Organisation des Nations Unies pour son usage officiel. Toutes les propositions doivent être soumises nettes de tout impôt direct et de tout autre droit de douane ou taxe, sauf indication contraire dans les **Détails**.

Article 20 PRÉSENTATION ET SIGNATURE DES PROPOSITIONS

La proposition doit être dactylographiée et signée à l'encre indélébile par l'offrant ou une ou des personnes dûment autorisées à lier l'offrant au Contrat.

Une proposition ne doit contenir aucun ajout interlinéaire, aucune rature ni réécriture. Si l'offrant a commis des erreurs qui nécessitent d'être corrigées, des corrections manuelles peuvent être apportées à la proposition avant sa soumission et/ou avant la date limite de soumission des propositions. Dans ce cas, lesdites corrections doivent être paraphées par la ou les personnes ayant signé la proposition.

Article 21 LANGUES DES PROPOSITIONS

L'ensemble des propositions, renseignements, documents et correspondances échangés entre l'UNOPS et les offrants dans le cadre du présent processus relatif aux propositions doit être rédigé dans la langue indiquée dans les **Détails**.

Les justificatifs peuvent être soumis dans leur langue d'origine. S'il s'agit d'une langue différente de celle indiquée dans les **Détails**, les justificatifs doivent être accompagnés d'une traduction des extraits pertinents. Dans ce cas, aux fins d'interprétation de la proposition, la traduction prévaut. L'offrant est seul responsable de la traduction et de son exactitude.

Article 22 DATE LIMITE DE SOUMISSION DES PROPOSITIONS

Toutes les propositions doivent être reçues par l'UNOPS avant l'heure et la date indiquées dans les **Détails**. Les offrants sont seuls responsables de s'assurer que leur proposition est reçue avant la date limite de soumission des propositions. Les propositions déposées après la date limite de soumission des propositions seront rejetées.

L'UNOPS peut, à son entière discrétion, reporter la date limite de soumission des propositions en modifiant les documents d'appel à la concurrence conformément à l'article 3 [*Modification de la demande de propositions*]. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'UNOPS et des offrans liés à l'ancienne date limite sont désormais liés à la nouvelle date limite.

Article 23 SOUMISSION DES PROPOSITIONS

Toutes les propositions doivent être soumises à l'UNOPS conformément aux exigences énoncées dans la présente demande de propositions.

Les offrans doivent veiller à n'inclure aucune information de nature financière ou relative au prix dans l'enveloppe contenant la proposition technique. Les propositions non conformes aux dispositions de la présente demande de propositions seront rejetées.

Article 24 RETRAIT, SUBSTITUTION ET MODIFICATION DES PROPOSITIONS

Avant la date limite de soumission des propositions, un offrant peut retirer, substituer ou modifier sa proposition après l'avoir soumise en adressant une notification écrite à l'UNOPS. Néanmoins, après la date limite de soumission des propositions, les propositions doivent être maintenues et demeurer valides aux fins d'acceptation par l'UNOPS pendant toute la période de validité de la proposition.

Les propositions dont le retrait est demandé avant la date limite de soumission des propositions doivent être mises à disposition des offrans concernés dans les quinze (15) jours suivant leur retrait afin qu'ils puissent les récupérer. À défaut, l'UNOPS aura le droit de se défaire desdites propositions sans les ouvrir et sans autre notification adressée aux offrans. L'UNOPS ne peut être tenu responsable des frais de restitution des propositions aux offrans.

Article 25 OUVERTURE DES PROPOSITIONS

Les propositions seront ouvertes par un comité d'ouverture des plis¹ à la date et à l'emplacement, et conformément aux exigences, énoncés dans les **Détails**. Les offrans ne peuvent pas assister à l'ouverture des propositions, sauf si cela est prévu dans les **Détails**.

L'UNOPS ouvrira uniquement les propositions financières correspondant aux propositions techniques ayant atteint le seuil technique minimum tel que spécifié dans la **Section II : Méthode et critères d'évaluation**.

Article 26 CLARIFICATION DES PROPOSITIONS

L'UNOPS peut demander des clarifications ou des informations supplémentaires par écrit aux offrans à tout moment au cours du processus d'évaluation. Dans leurs réponses, les offrans ne doivent apporter aucune modification au contenu ou au prix de leur proposition ; ils peuvent uniquement confirmer la correction d'erreurs de calcul constatées par l'UNOPS au cours de l'évaluation des

¹Comme cela est précisé dans le Manuel des achats de l'UNOPS, le terme « comité d'ouverture des plis » est un terme de l'industrie qui, sans aucune limitation, fait référence à l'ouverture des offres reçues en réponse à un appel d'offres et à l'ouverture des propositions reçues en réponse à une demande de propositions.

propositions, conformément à l'article 28 [*Erreurs, erreurs formelles ou omissions mineures*].

L'UNOPS peut utiliser ces informations pour interpréter et évaluer la proposition concernée, mais n'est aucunement obligé d'en tenir compte.

Article 27 CONFORMITÉ DES PROPOSITIONS

L'examen du contenu de la proposition permet à l'UNOPS de déterminer si une proposition est conforme aux exigences.

Une proposition est jugée conforme pour l'essentiel si elle satisfait ou dépasse les exigences stipulées dans la **Section V : Exigences**, obtient le nombre minimum de points exigés pour la proposition technique qui est défini dans la **Section II : Méthode et critères d'évaluation**, et ne contient pas de réserves, d'omissions ou d'écarts significatifs. Une réserve, une omission ou un écart sont qualifiés de significatifs s'ils :

- i) affectent de quelque façon substantielle la portée, la qualité ou l'exécution des Travaux spécifiés dans la **Section V : Exigences** ;
- ii) ne correspondent pas aux documents relatifs aux propositions ou limitent de quelque façon substantielle les droits de l'UNOPS ou les obligations de l'offrant en vertu du Contrat ; ou
- iii) en cas de rectification, affecteraient injustement la position concurrentielle des autres offrans présentant des propositions conformes pour l'essentiel.

Si une proposition n'est pas conforme pour l'essentiel aux documents relatifs aux propositions, elle sera rejetée par l'UNOPS et ne pourra pas être rendue ultérieurement conforme par l'offrant en corrigeant les réserves, les omissions ou les écarts significatifs constatés.

Article 28 ERREURS, ERREURS FORMELLES OU OMISSIONS MINEURES

À condition que la proposition soit conforme pour l'essentiel, l'UNOPS peut passer outre la présence d'erreurs, d'erreurs formelles ou d'omissions mineures dans la proposition tant qu'elles ne constituent pas un écart significatif. Cela est possible uniquement lorsqu'il s'agit d'une question de forme, et non de fond, qui peut être corrigée ou ignorée sans porter préjudice aux autres offrans.

À condition que la proposition soit conforme pour l'essentiel, l'UNOPS peut demander à l'offrant de fournir, dans un délai raisonnable, les informations ou les documents nécessaires pour corriger toute erreur, erreur formelle ou omission dans la proposition.

À condition que la proposition soit conforme pour l'essentiel, l'UNOPS corrigera les erreurs de calcul selon les modalités suivantes :

- i) en cas de divergence entre le prix unitaire et le total indiqué en fin de ligne obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire prévaudra et le total sera corrigé, à moins que, selon l'UNOPS, il n'y ait eu une erreur évidente au niveau des décimales dans le prix unitaire, auquel cas le total de la ligne tel qu'il apparaît prévaudra, et c'est le prix unitaire qui sera corrigé ;
- ii) s'il y a une erreur dans un total correspondant à l'addition ou à la soustraction de sous-totaux, les sous-totaux doivent prévaloir et le total doit être corrigé ; et

- iii) en cas de divergence entre le montant exprimé en chiffres et celui exprimé en lettres, ce dernier prévaudra, sauf si le montant exprimé en lettres a été obtenu suite à une erreur de calcul, auquel cas le montant en chiffres prévaudra selon les dispositions des points i) et ii) ci-dessus.

Si l'offrant recommandé pour l'attribution d'un Contrat conformément aux critères d'attribution n'accepte pas la correction d'erreurs, sa proposition sera rejetée et sa garantie de soumission de proposition pourra être perdue.

Article 29 EXAMEN PRÉLIMINAIRE

Lors de l'ouverture des propositions, l'UNOPS procède à un examen préliminaire des propositions afin de confirmer que l'ensemble de la documentation technique et des documents requis à l'article 11 [*Contenu des propositions soumises*] a été fourni, et afin de déterminer que chaque document présenté est complet. Au cours de l'examen préliminaire, l'UNOPS peut rejeter toute proposition ne respectant pas les exigences formelles ou les exigences d'admissibilité fixées dans la **Section II : Méthode et critères d'évaluation**, sans avoir à consulter l'offrant.

Les propositions incomplètes, frivoles ou contenant des écarts significatifs ou des réserves par rapport aux conditions du Contrat peuvent, à la seule et entière discrétion de l'UNOPS, être rejetées ou exclues de tout examen supplémentaire à tout moment de l'évaluation, y compris après l'examen préliminaire.

Article 30 MÉTHODE ET CRITÈRES D'ÉVALUATION

L'UNOPS évaluera les propositions et sélectionnera un offrant à retenir conformément à la **Section II : Méthode et critères d'évaluation** de la présente demande de propositions.

Article 31 CRITÈRES D'ATTRIBUTION D'UN CONTRAT

En cas d'attribution d'un Contrat, l'UNOPS doit attribuer le Contrat à un offrant estimé admissible et qualifié, et dont la proposition a obtenu le score global le plus élevé suite à l'analyse cumulative effectuée lors de l'évaluation des propositions techniques et financières, conformément à la **Section II : Méthode et critères d'évaluation**. L'UNOPS se réserve le droit de mener des négociations avec l'offrant recommandé pour l'attribution du Contrat concernant le contenu de sa proposition.

Article 32 NOTIFICATION DE L'ATTRIBUTION D'UN CONTRAT

Avant l'expiration de la période de validité de la proposition, l'UNOPS informera l'offrant retenu par écrit, par courriel ou par courrier de l'acceptation de sa proposition. Il convient de noter que, si l'offrant n'est pas encore inscrit en tant que fournisseur, il devra compléter le processus d'inscription sur le portail UNGM (Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies) avant la signature et la finalisation du Contrat.

Article 33 SIGNATURE DU CONTRAT

Au moment où l'UNOPS informe l'offrant retenu de l'acceptation de sa proposition, et à condition que ledit offrant soit inscrit sur le portail UNGM, l'UNOPS l'invitera à signer la version définitive du Contrat fournie dans les documents relatifs aux propositions, qui englobe tout ce qui a été convenu entre les Parties.

Article 34 PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET PROCÉDURES DE DÉBRIEFING

L'UNOPS publiera sur son [site Web de données en libre accès](#) et/ou sur le [site Web du portail UNGM](#) les informations concernant le ou les bons de commande ou Contrat(s) attribué(s) à l'issue de la présente demande de propositions.

L'UNOPS peut fournir un débriefing aux offrants non retenus s'ils en font la demande par écrit. La demande de débriefing doit être reçue dans les dix (10) jours calendaires suivant la notification par l'UNOPS des résultats de la demande de propositions aux offrants non retenus. Cette démarche constitue une condition préalable à toute procédure de contestation de la part d'un offrant. L'UNOPS répondra par écrit dans les plus brefs délais à tout offrant non retenu qui demande un débriefing.

Article 35 AUTRES DROITS DE L'UNOPS

Sous réserve de l'examen préliminaire des propositions, l'UNOPS n'a pas l'obligation d'accepter une quelconque proposition, y compris la proposition assortie du prix le plus bas.

L'UNOPS peut, à sa seule et entière discrétion, entreprendre la totalité ou l'une quelconque des démarches suivantes :

- i) demander aux offrants des renseignements supplémentaires ;
- ii) modifier la structure et le calendrier de la demande de propositions ;
- iii) modifier, supprimer, suspendre ou reporter à plus tard le processus relatif aux propositions ou toute partie ou activité s'y rapportant ;
- iv) examiner, accepter ou rejeter toute proposition non conforme ;
- v) demander l'organisation d'une inspection du Site ou d'une réunion de clarification, l'organiser ou y participer ;
- vi) demander à observer ou à accéder à un produit, une installation, un équipement ou aux locaux de l'offrant, ou à assister à toute autre démonstration, tout autre essai ou test, à condition que la requête de l'UNOPS en ce sens revête un caractère raisonnable ;
- vii) abandonner, annuler ou interrompre de toute autre manière le processus relatif aux propositions à tout moment avant la signature d'un Contrat, sans engager sa responsabilité envers les offrants et sans avoir à leur fournir une quelconque raison ou un quelconque préavis.

Article 36 CONFIDENTIALITÉ

L'ensemble des informations et des documents fournis aux offrants par l'UNOPS doivent être traités comme étant confidentiels par les offrants et :

- i) demeurent la propriété de l'UNOPS ;

- ii) ne peuvent en aucun cas être utilisés à d'autres fins que la préparation d'une proposition ; et
- iii) doivent être immédiatement restitués à l'UNOPS si un offrant décide de ne pas répondre à la présente demande de propositions, ou si sa proposition est rejetée ou n'est pas retenue, dans les quinze (15) jours suivant le moment où l'UNOPS les informe de ce fait.

L'ensemble des informations et des documents fournis aux offrants par l'UNOPS ne peuvent être divulgués à aucun tiers, sauf :

- i) avec l'accord préalable écrit de l'UNOPS ;
- ii) lorsque le tiers concerné aide un offrant à préparer sa proposition, à condition que l'offrant se soit préalablement assuré que ledit tiers respectera la présente obligation de confidentialité ;
- iii) si, au moment de la présente demande de propositions, l'offrant est légalement en possession des informations ou documents concernés par l'intermédiaire d'une partie autre que l'UNOPS ;
- iv) si la loi l'exige, et à condition que l'offrant ait préalablement informé l'UNOPS par écrit de son obligation de divulguer les informations ou documents concernés ; ou
- v) si les informations concernées sont accessibles au grand public, et que cette accessibilité ne résulte pas d'une violation de leur confidentialité par la personne les ayant reçues.

Article 37 ÉTHIQUE ET CORRUPTION

L'UNOPS attend de tous les offrants qu'ils respectent les normes les plus élevées en matière d'éthique tout au long du processus relatif aux propositions, ainsi que pendant toute la durée de tout Contrat pouvant être attribué suite audit processus. Par conséquent, tous les offrants doivent déclarer et garantir qu'ils :

- i) n'ont pas indûment obtenu, ou tenté d'obtenir indûment, des informations confidentielles relatives au processus relatif aux propositions et à tout Contrat pouvant être attribué suite audit processus ;
- ii) n'ont pas de conflit d'intérêts qui les empêcherait de signer un Contrat avec l'UNOPS, et qu'ils n'entretiennent pas de rapports financiers avec d'autres offrants ou parties impliqués dans le processus relatif aux propositions ou dans le Projet sous-tendant ledit processus ;
- iii) qu'ils n'ont pas eu recours, ou tenté d'avoir recours, à des Pratiques interdites dans le cadre du présent processus relatif aux propositions ou du Contrat pouvant être attribué suite audit processus. Aux fins de la présente disposition, les Pratiques interdites sont définies dans la [politique de l'UNOPS en matière de sanctions appliquées aux fournisseurs](#) et désignent, entre autres, les pratiques suivantes :
 - les actes de corruption : offrir, donner, recevoir ou solliciter, directement ou indirectement, quelque article de valeur dans le but d'influencer indûment les actions d'une autre partie ;
 - les actes frauduleux : acte ou omission, y compris les fausses déclarations, visant intentionnellement ou par imprudence à induire une

partie en erreur dans le but d'obtenir un avantage financier ou autre, ou d'échapper à une obligation ;

- les actes coercitifs : acte ou omission qui nuisent ou portent préjudice, ou menacent de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à toute partie ou au bien d'une partie, en vue d'influencer indûment ses actions ;
- les actes collusoires : accord entre au moins deux (2) parties visant à atteindre un objectif inapproprié, y compris à influencer indûment les actions d'une autre partie ;
- les pratiques contraires à l'éthique : comportement ou conduite allant à l'encontre des dispositions relatives aux conflits d'intérêts, aux cadeaux, aux invitations et aux restrictions postérieures à l'emploi, ou de toute autre exigence écrite nécessaire pour travailler avec l'UNOPS; et/ou
- les actes d'obstruction : actes ou omissions de la part d'un offrant qui empêchent ou entravent la conduite d'enquêtes par l'UNOPS sur de possibles cas impliquant des Pratiques interdites.

Si un offrant ne respecte pas l'une quelconque des déclarations ou garanties ci-dessus, l'UNOPS a le droit de rejeter la proposition soumise par ledit offrant et de résilier tout Contrat qui aurait pu lui être attribué suite au processus relatif aux propositions immédiatement après avoir informé l'offrant d'une telle décision, et sans que cela contraigne l'UNOPS à s'acquitter de frais de résiliation ou implique toute autre responsabilité de sa part. En outre, il peut être interdit à l'offrant d'entretenir à l'avenir des relations commerciales avec l'UNOPS et toute autre entité du système des Nations Unies.

Article 38 AUDIT

Tout offrant participant au présent processus relatif aux propositions doit accepter de coopérer avec le Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies, le Groupe de l'audit interne et des investigations de l'UNOPS ainsi qu'avec tout autre groupe d'investigation autorisé par la Directrice exécutive et le déontologue de l'UNOPS à enquêter sur toute allégation d'inconduite, et tout particulièrement sur toute allégation de violation de l'article 37 [*Éthique et corruption*], dans le cadre du présent processus relatif aux propositions ou de tout Contrat pouvant être signé suite audit processus.

Dans le cadre de leur coopération avec l'UNOPS, l'offrant doit donner accès à l'UNOPS, suite à une demande écrite, à tous ses employés, représentants, agents et cessionnaires, ainsi qu'à tous ses documents, dossiers et autres éléments pouvant être exigés pour mener une telle enquête.

Si un offrant ne respecte pas l'une quelconque des déclarations ou garanties ci-dessus, l'UNOPS a le droit de disqualifier l'offre soumise par ledit offrant et de résilier tout Contrat qui aurait pu être signé suite au processus relatif aux propositions immédiatement après avoir informé l'offrant par écrit d'une telle décision, et sans que cela contraigne l'UNOPS à s'acquitter de frais de résiliation ou implique toute autre responsabilité de sa part. En outre, il peut être interdit à l'offrant d'entretenir à l'avenir des relations commerciales avec l'UNOPS et toute autre entité du système des Nations Unies.

Article 39 CONTESTATION DE L'OFFRE²

Tout offrant estimant avoir fait l'objet d'un traitement injuste dans le cadre du présent processus relatif aux propositions peut déposer une plainte auprès du Directeur des pratiques et normes de mise en œuvre de l'UNOPS par courriel à l'adresse bid.protest@unops.org. Pour qu'une contestation soit reçue et évaluée de manière substantielle, l'offrant doit avoir demandé un débriefing conformément à l'article 34 [*Publication de l'attribution du Contrat et procédures de débriefing*] et il doit soumettre la contestation dans les dix (10) jours calendaires suivant la réception du débriefing fourni par l'UNOPS. Dans le cas peu probable où l'UNOPS ne fournirait pas de débriefing dans les quinze (15) jours calendaires suivant la demande de l'offrant conformément à l'article 34 [*Publication de l'attribution du Contrat et procédures de débriefing*], l'offrant peut présenter une contestation de l'offre dans les dix (10) jours calendaires suivant l'expiration de ladite période de quinze (15) jours calendaires. Pour plus de détails sur les contestations des offres, veuillez vous référer au Manuel des achats de l'UNOPS.

Article 40 PROTECTION DES DONNÉES

L'UNOPS traitera les données personnelles que l'organisation obtient d'un offrant et de toutes les parties constituant l'offrant dans le cadre d'un processus relatif aux propositions et à l'attribution d'un contrat ou en rapport avec celui-ci uniquement conformément à son propre cadre juridique.

Le terme « données personnelles » désigne toute information relative à une personne physique identifiée ou identifiable, y compris toute information dont la divulgation pourrait porter préjudice à cette personne physique identifiée ou identifiable, et le terme données personnelles de l'UNOPS désigne les données personnelles obtenues par l'offrant auprès de l'UNOPS dans le cadre d'un processus relatif aux propositions et à l'attribution d'un contrat ou en rapport avec celui-ci.

En prenant part au processus relatif aux propositions et à l'attribution d'un contrat, l'offrant consent à ce que l'UNOPS rassemble, utilise, divulgue, transfère et stocke les données personnelles de l'offrant, comme indiqué sur le [site Web de l'UNOPS](#).

Sauf disposition contraire du contrat, l'offrant prendra toutes les mesures appropriées, dans le respect des lois applicables qui ont une incidence sur l'offrant, pour protéger les données personnelles de l'UNOPS.

Sauf disposition contraire plus spécifique du contrat, l'offrant doit, au minimum :

- i) traiter les données personnelles de l'UNOPS uniquement et exclusivement conformément aux exigences du processus relatif aux propositions et à l'attribution d'un contrat, et ne pas utiliser les données personnelles de l'UNOPS à des fins de recherche, de commercialisation, de vente, de promotion ou à toute autre fin ;

²Selon le Manuel des achats de l'UNOPS, le terme « contestation de l'offre » peut s'appliquer, sans aucune limitation, à tout processus d'achat, y compris à la soumission d'offres dans le cadre d'un appel d'offres et à la soumission de propositions dans le cadre d'une demande de propositions.

- ii) prendre des mesures techniques et organisationnelles appropriées, y compris des mesures de contrôle d'accès appropriées, pour garantir que les données personnelles de l'UNOPS ne sont divulguées qu'aux personnes autorisées qui ont besoin de connaître ces informations, sur la base du principe de droit d'accès minimal ;
- iii) prendre des mesures appropriées de protection des données pour préserver l'intégrité des données personnelles de l'UNOPS et prévenir la corruption, l'altération, la perte, la détérioration, l'accès non autorisé et la divulgation inappropriée des données personnelles de l'UNOPS ;
- iv) traiter les données personnelles de l'UNOPS d'une manière adéquate, pertinente et limitée à ce qui est nécessaire au processus relatif aux propositions et à l'attribution d'un contrat, et veiller à ce que les données personnelles de l'UNOPS ne soient pas conservées plus longtemps que nécessaire à la participation au processus relatif aux propositions et à l'attribution d'un contrat ;
- v) à la demande de l'UNOPS, mettre à jour ou rectifier les données personnelles de l'UNOPS pour en assurer l'exactitude ;
- vi) transférer les données personnelles de l'UNOPS à des tierces parties, y compris à l'offrant ou aux sous-traitants proposés, uniquement aux fins spécifiques du processus relatif aux propositions et à l'attribution d'un contrat, et selon des modalités équivalentes à celles énoncées dans le présent article et à l'article 36 [Confidentialité] ;
- vii) aviser immédiatement l'UNOPS par écrit de toute violation de données ou de la sécurité, prendre immédiatement des mesures pour en atténuer les conséquences ou y remédier, y compris les mesures demandées par l'UNOPS, et informer régulièrement l'UNOPS de toutes les mesures prises par l'offrant pour remédier à ces violations de données ou de sécurité ainsi que de leur avancement ;
- viii) sur instruction écrite de l'UNOPS, retourner, supprimer ou détruire les données personnelles de l'UNOPS et, sur demande écrite de l'UNOPS, fournir à l'UNOPS des preuves de cette destruction ;
- ix) consulter l'UNOPS et suivre ses instructions en ce qui concerne le traitement de toute demande ou plainte émanant de tierces parties concernant les données personnelles de l'UNOPS adressée à l'offrant ou reçue par l'offrant.

Les dispositions du présent article resteront en vigueur après toute résiliation ou expiration du processus relatif aux propositions et à l'attribution d'un contrat.